

# ADELAIDE INSTITUTE

PO Box 3300  
Norwood SA 5067  
Australia  
Mob: 61+401692057  
Email: [info@adelaideinstitute.org](mailto:info@adelaideinstitute.org)  
Web: <http://www.adelaideinstitute.org>

Online  
ISSN 1440-9828



August 2019 No 1064

---

**The Post-World-War-Two World View – Weltanschauung has irretrievably broken down**  
**Pull out the NAZI Card when you run out of arguments**  
**A repeat of pre-WWII social/political conditions – finding a scapegoat**  
**Adolf Hitler disconnected from International Finance and Germany began to thrive**  
**Australia had a Royal Banking Commission – nothing changed**  
**USURY flourishes – POVERTY increases**  
**Shut-up words abound: HATER – HOLOCAUST DENIER – ANTISEMITE – RACIST - NAZZZZIIII**

---

## French Justice in the Alison Chabloz Case

**Holocaust denier Alison Chabloz barred from entering France for 40 years**

**The antisemitic performer was stopped at St Pancras station on Monday**



**[Daniel Sugarman](#), August 13, 2019 10:23**

A self-described "Holocaust revisionist" has reportedly received a 40-year ban from entering France after attempting to board a Eurostar train to Paris on Monday.

Alison Chabloz, who was convicted last year of two counts of causing obscene material to be sent and one of sending obscene material, used her account on Gab, a social media network popular among the far-right, to say she had been "banned from entering France until 2059".

Chabloz was given a suspended prison sentence of 20 weeks last June for her "grossly offensive" antisemitic songs, including material mocking Holocaust victims and claims about Jews controlling the world. She was also banned from posting on social media for 12 months.

At an appeal hearing in February at Southwark Crown Court, the convictions were upheld, with the judge describing Chabloz as "a Holocaust denier...manifestly antisemitic and obsessed with what she perceives to be the wrongdoing of Jews".

In a post to controversial social media network Gab, Chabloz wrote that she had been "questioned first by gendarmes and then Met CTU [Counter Terrorism Unit] under Sec 7 at St Pancras."

Chabloz was presumably attempting to refer to Schedule 7 of the Terrorism Act 2000, which gives police, immigration and customs officers the right to stop, search and hold individuals at ports, airports and international train stations, if subjects are suspected of involvement in terrorism or any other criminal activity.



**Chabloz's post on Gab**

Hope Not Hate, the anti-racist advocacy group, tweeted the news to its 89,000 Twitter followers on Monday evening, saying Chabloz "got a surprise trying to get into France this morning."

Comments from respondents included: "maybe she can write a song about it that nobody wants to hear", "fantastic news" and "vive la France."

Holocaust denial is illegal in France. In April, a far-right activist, Alain Soral, was sentenced to a year in prison by a Parisian criminal court for Holocaust denial.

\*<https://www.thejc.com/news/uknews/holocaust-denier-alison-chabloz-barred-fromenteringfrance-for-40-years-1.487393>

\*\*\*\*\*

**Entry Refusal signed by Pascale Léglise who ordered the proscription of L'Oeuvre française in 2013**

**Maître Pierre-M BONNEAU will deal with my Appeal**  
\*\*\*

***Ms. Alison CHABLOZ performed in public, singing a song with lyrics explicitly denying the reality of the genocide of Jewish populations during the Second World War and valorising the methods used by the Nazis to exterminate the Jews; this song was the subject of a video broadcast on social media, June 22, 2019.***

***Considering that in view of the aforementioned elements and their recurrence, Mrs. Alison CHABLOZ must be regarded as adherent and propagator of conspiracy theory, xenophobia and anti-Semitism; that in view of all these elements and the strong resurgence of anti-Semitic acts on the national territory, her presence on French soil would constitute, from the point of view of public order or security, a real, immediate threat and one that is particularly serious for fundamental interests of society.***

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, notamment son article 8 ;

Vu le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 214-1 et suivants ;

Considérant que Mme Alison CHABLOZ, ressortissante britannique née en 1964 ou en 1965, résidant hors de France, est une artiste publiquement connue pour son antisémitisme exacerbé, qui revendique des positions révisionnistes notamment au travers de son propre site internet et de ses chansons à forte connotation antisémite qu'elle diffuse sur les réseaux sociaux ou interprète en public ; qu'elle a été condamnée récemment au Royaume-Uni pour la diffusion sur les réseaux sociaux de chansons à contenu révisionniste et antisémite ;

Considérant que l'intéressée tient des conférences en France sur les mêmes thématiques ; qu'en outre, à l'occasion de l'événement « Le bal des quenelles », réunion publique qui s'est tenue le 22 juin 2019 à Saint-Lubin-de-la-Haye (Eure-et-Loir) à l'instigation de Dieudonné M'BALA M'BALA, Mme Alison CHABLOZ s'est produite en public pour chanter une chanson dont les paroles nient explicitement la réalité du génocide des populations juives pendant la seconde guerre mondiale et valorise les méthodes utilisées par les nazis pour exterminer les juifs ; que cette chanson a fait l'objet d'une vidéo diffusée les réseaux sociaux, le 22 juin 2019 ;

Considérant qu'au regard des éléments susmentionnés et de leur récurrence, Mme Alison CHABLOZ doit être regardée comme adhérent et propageant des thèses complottistes, xénophobes et antisémites ; qu'au regard de l'ensemble de ces éléments et de la forte récurrence des actes antisémites sur le territoire national, sa venue sur le sol français constituerait, du point de vue de l'ordre ou de la sécurité publiques, une menace réelle, actuelle et particulièrement grave pour un intérêt fondamental de la société ;

ARRETE :

ARTICLE 1<sup>er</sup> : Mme Alison CHABLOZ est interdite d'entrée et de séjour sur le territoire français.

MINISTRE DE L'INTERIEUR  
POLICE NATIONALE  
Direction centrale de la police aux frontières  
Brigade centrale des chemins de fer  
Unité de contrôle transfrontalière  
39 ter, Bd de la Chapelle - 75010 PARIS  
Tél : 01.40.23.19.73

ARTICLE 2 : La mesure peut être exécutée d'office, dans les conditions prévues aux livres II et V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

ARTICLE 3 : Le directeur central de la police aux frontières, le préfet de Police et les préfets sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 17 juillet 2019

Pour le ministre/et par délégation,  
L'adjointe au directeur de libertés publiques et des affaires juridiques

Pascale Léglise

**Notification des voies et délais de recours**  
Si vous vous estimez fondé à contester la présente décision, vous pouvez en demander l'annulation par recours contentieux auprès du tribunal administratif de PARIS (7 rue de Joug - 75181 Paris cedex 04). Le délai de recours de deux mois, courant à compter de la notification de la décision, est augmenté de deux mois pour les personnes demeurant à l'étranger (articles R. 421-1 et R. 421-7 du code de justice administrative). L'exercice de ce recours ne suspendrait pas l'exécution de la mesure.

Art. L. 214-4 du CESEDA - « L'étranger qui fait l'objet d'une interdiction administrative du territoire et qui s'apprête à entrer en France peut faire l'objet d'un refus d'entrée, dans les conditions prévues au chapitre III du présent titre. Lorsque l'étranger qui fait l'objet d'une interdiction administrative du territoire est présent sur le territoire français, il peut être reconduit d'office à la frontière. Le cas échéant à l'expiration du délai prévu à l'article L. 214-3, l'article L. 513-2, le premier alinéa de l'article L. 513-3 et les titres V et VI du livre V sont applicables à la reconduite à la frontière des étrangers faisant l'objet d'une interdiction administrative du territoire. »

Article L. 624-1-1 du CESEDA -

« Tout étranger qui se soustrait ou qui tente de se soustraire à l'exécution d'une mesure de refus d'entrée en France, d'une interdiction administrative du territoire, d'un arrêté d'expulsion, d'une mesure de reconduite à la frontière ou d'une obligation de quitter le territoire français est passible d'une peine de trois ans d'emprisonnement. Cette peine est également applicable à l'étranger qui refuse de se soumettre aux modalités de transport qui lui sont désignées pour l'exécution d'office de la mesure dont il fait l'objet. »

Tout étranger qui, expulsi ou avant fait l'objet d'une interdiction judiciaire du territoire, d'une interdiction administrative du territoire, d'une interdiction de retour sur le territoire français ou d'une interdiction de circulation sur le territoire français, pénétre de nouveau sans autorisation en France est passible de trois ans d'emprisonnement.

La peine prévue au deuxième alinéa du présent article est applicable à l'étranger natif ou en zone d'attente ou en rétention administrative qui se soustrait ou tente de se soustraire à la mesure de surveillance dont il fait l'objet. Elle est portée à cinq ans d'emprisonnement lorsque les faits sont commis par violence, effraction ou corruption et à sept ans d'emprisonnement lorsque les faits sont commis en réunion ou sous la menace d'une arme ou d'une substance explosive, incendiaire ou toxique.

La peine prévue au deuxième alinéa est applicable à tout étranger qui ne présente pas à l'autorité administrative compétente les documents de voyage permettant l'exécution de l'une des mesures mentionnées au premier alinéa ou qui, à défaut de ceux-ci, ne communique pas les renseignements permettant cette exécution ou communique des renseignements inexacts sur son identité. »

Art. L. 212-1 du code des relations entre le public et l'administration - « Les décisions jouées sur des motifs en lien avec la prévention d'actes de terrorisme sont prises dans des conditions qui préservent l'anonymat de leur signataire. Seule une ampliation de cette décision peut être notifiée à la personne concernée ou communiquée à des tiers. L'original signé, qui peut être apposé, les noms, prénom et qualité du signataire, étant conservé par l'administration. »

POLICE NATIONALE  
Direction centrale de la police aux frontières  
Brigade centrale des chemins de fer  
Unité de contrôle transfrontalière  
39 ter, Bd de la Chapelle - 75010 PARIS  
Tél : 01.40.23.19.73  
Téléphone : 01.40.23.50.16

Notifié le 22/08/19  
à Londres  
Alison Chabloz

RELATED STORIES

UK News

Convictions of 'Holocaust revisionist' singer upheld



Rosa Doherty, Wednesday, February 13, 2019

Convictions of 'Holocaust revisionist' singer upheld

Comment

It was right to prosecute Chabloz



Dr Daniel Allington



Dr Lesley Klaff, Friday, June 15, 2018

It was right to prosecute Chabloz

UK News

Alison Chabloz avoids jail over antisemitic songs



Ben Weich Thursday, June 14, 2018

<https://www.thejc.com/news/uk-news/alison-chabloz-sentenced-avoids-jail-holocaust-revisionist-1.465522>

ALISON CHABLOZ

SOLA VIRTUS INVICTA

\* <https://jewishnews.timesofisrael.com/shoah-denier-alison-chabloz-claims-40-year-ban-from-france/>

\*\*\*

Anti-fascist 'fascists' in muddy waters  
August 6, 2019 Alison Chabloz

Last week, Hope Not Hate (HNH) 'Head of Intel' Matthew Collins was forced to delete a series of five tweets about me after I complained to both his boss, Nick Lowles, and to Twitter:

Case# 0122049863: Your report about @MattHopeNotHate has been received.

Hello,

Thanks for your report. After our review, we've locked the account for breaking our rules.

Please keep in mind, the account does have the option to take the actions we've requested to have their account unlocked. This can include deleting the Tweets that violated the rules, having their account features be temporarily limited or updating specific information on their account.

We appreciate your help in making Twitter better, and we hope you'll continue to make reports when you see behavior you think needs our attention.

Somehow, Collins had managed to acquire two of my 'friends only' Facebook posts which he then used to smear me in typical fashion, also insinuating that I had been sending information to HNH. Interestingly, Collins

basically repeats some of the [defamatory garbage](#) first published by one of his supposed sworn enemies, assistant editor of *Heritage and Destiny* (H&D), Peter Rushton.

This development is unlikely to be welcomed by Rushton or his handlers, or by the rest of Rushton's vicious little circle, now known as the Surgical Removal Lobby (SRL). Likewise repeating SRL unfounded claims regards the sabotage last year of Rushton's revisionist conference in Shepperton, [another dedicated article](#) from the summer issue of *Searchlight Magazine* is equally unimpressive in its attempt to smear me. As one friend puts it, the piece by "Sally Shaw" is the "usual disinformation admixture of fact, relying mainly on the omnipotence and infallibility of the writer":

While [Jeremy] Bedford-Turner had his feet up behind bars, his erstwhile comrades were pursuing one of the bitterest internal rows that even the British fascist movement – no stranger to internecine disputes has ever experienced. [...]

Obsessive Holocaust denier Alison Chabloz is behind the bother. Ms Chabloz just loves attention, especially if, while seizing the limelight, she can put other nazi noses out of joint. Her rivals blame Chabloz for the chaos that overshadowed the last far right get-together held by Robert Faurisson, a godfather of Holocaust denial. Maybe this prompted his early despatch to Valhalla, just a day after the row. Do London's latter-day Hitler fans have reason to be paranoid? We couldn't possibly say. But we can assure them that neither Chabloz nor Bedford-Turner works for us.

Ms Shaw clearly did not bother to watch my [most recent video](#) before parroting lines straight from the *SRL Traitors Handbook*.

N.B. this is the [second time](#) in as many issues that *Searchlight* insist I do not work for them. Of course I don't. They prefer working with actual infiltrators, including vanity-driven faux Oxbridge grads and other assorted phoney erudites, some seemingly incapable of keeping their flies zipped or else possessed by a strongly developed penchant for sleaze; people whose lives are built on lies to the extent that they can no longer do anything other than tell more lies and bury themselves ever-deeper into more sleaze.

Ms Shaw continues:

The immediate problem for Bedford-Turner and his London Forum chums is whether to include Chabloz in their forthcoming plans. If they do, then Chabloz's many enemies among hardcore British nazis might launch the most serious internal attack since a dissident NF member threw an axe through the window at a Yorkshire unity meeting 30 years ago.

The above is clearly a reference to last February's SRL-related threat of acid being thrown in my face if I attend any nationalist meetings in my own home country.

The article goes on:

But if Chabloz gets frozen out, she might turn into a dangerously hostile element, joining forces with Bedford-Turner's most vitriolic enemies, former British National Party leader Nick Griffin and ex-UKIP candidate and BNP member Jack Sen...

Really? From whence comes this snippet of unadulterated speculation? – Straight out of the pages of the most recent issue of H&D magazine!

\*<https://alisonchabloz.com/2019/08/06/anti-fascist-fascists-in-muddy-waters/>

*H&D* understands that former BNP leader Nick Griffin is planning to launch a new political movement in September this year, which will be the 20th anniversary of his election as BNP leader (a position he was forced to relinquish in 2014). Likely allies of Griffin in this venture include former London BNP organiser Steve Squire; former London mayoral candidate, Uruguayan-born Carlos Cortiglia; the controversial part-Indian former UKIP candidate Jack Sen and his right-hand man, Carl Mason (Worcester); and former Salford BNP organiser Eddy O'Sullivan.

Peter Rushton, Manchester, England

July-August 2019

That Shaw's article attempts to paint me as something of a pivotal figure within the British 'far right' will no doubt stick in the SRL's collective throat. Food for thought indeed for all those sore-arsed fence-sitters yet to come to terms with the actual facts of the matter, as related in my above-mentioned [BitChute](#) video.

Speaking of recent BitChute videos, what are the odds in favour of commenter 'Martin Webb' being a Bristol-based part time member of both the SRL AND the *Shul of Gefilte Fishwives*? Dead cert, in my view. No self-respecting male patriot would spout inanities about charity shop shoes. 'Webb' is clearly wading in muddy waters. Lake waters, to be precise.

Question: Is Collins' deletion of tweets partly meant to shield prying eyes and ears and to deter certain *quarters* from asking too many embarrassing questions?

*Searchlight*, it appears, have yet to make the connection. Or maybe it simply suits them to ignore...

#### Back to court

As [noted in my last-but-one video](#), *Campaign Against Antisemitism* (CAA) have threatened the National Probation Service (NPS) with a Judicial Review for failing to place me in breach for posts published on my website during my 12-month ban from social media. This Prohibited Activity Order (PAO) came to an end almost two months ago.

Parts of the NPS report of my alleged breach – three posts out of a total of 50 – read like an Auschwitz survivor's sermon on Holycause Remembrance Day: my words would be the cause of yet more "emotional harm" done to Jews.

As I do not believe in the Official Holycause Narrative, how reasonable is it to accuse me of wishing to deliberately offend anyone? My advice to CAA professional complainants would be to stick to the original aim of having a District Judge grant them a restraining order against me. Surely it makes little sense to invent a sob-story, persuade a judge that the *wicked Jew-hater* in the dock is about to start plastering yellow stars and waving canisters of Zyklon B pellets everywhere, – and then, despite a restraining order, continue to dig the knife deeper into self-inflicted wounds by deliberately seeking out content on my website which also happens to be my main source of income?

A tiring and trying trip to Chesterfield Mags yesterday, including a two-and-a-half hour wait before going into court. I denied the breach and was granted unconditional bail until the breach trial, scheduled to last three hours(!) next month, also in Chesterfield.

The NPS report clearly states that neither police nor the Crown consider the three posts cited as breaching the now-dead PAO to be new offences. Therefore, it is manifestly unjust to haul me back to court after the PAO has ended and when no written warnings were issued during the time the PAO was active. On and on, so it goes...

#### Coming soon

Ending on a more positive note, I was interviewed earlier today by Glaswegian author and campaigner, [Shazia Hobbs](#). As soon as the audio is available, I shall be posting the link.

We spoke about the events that led up to my trial and then discussed the double standards coming from certain sections of the 'free speech' counter-jihad movement. A fascinating conversation which I'm sure many will enjoy listening to.

\*

Many thanks to David, Mary, Laurent, Mervyn, Gordon, Willem, Ole, Peter, Paul and Sophie for their recent donations.

**FREE SPEECH, USE IT OR LOSE IT!**

**FOUR NOBLE PILLARS  
OF EURO STRENGTH &  
SELFLESS COURAGE !**



**URSULA  
HAVERBECK**

**SYLVIA  
STOLZ**

**ALISON  
CHABLOZ**

**MONIKA  
SCHAEFER**